

Modalités de soutien du Département aux collectivités pour les projets d'eau potable et d'assainissement



SOMMAIRE

Le programme de soutien du Département aux projets d'eau potable et d'assainissement.....	3
Fiche 1 – Études d'aide à la décision pour l'eau potable.....	7
Fiche 2 – Équipements pour l'acquisition de données quantitatives et qualitatives pour l'eau potable	9
Fiche 3 – Préservation de la ressource en eau potable.....	11
Fiche 4 – Travaux pour la production et la distribution de l'eau potable.....	13
Fiche 5 – Études d'aide à la décision pour l'assainissement	17
Fiche 6 – Équipements pour l'acquisition de données quantitatives et qualitatives pour l'assainissement.....	19
Fiche 7 – Création ou amélioration de station d'épuration	21
Fiche 8 – Création et réhabilitation de réseaux de collecte et de transfert des eaux usées	24

LE PROGRAMME DE SOUTIEN DU DÉPARTEMENT AUX PROJETS D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT

Les collectivités (communes, syndicats, communautés de communes ou d'agglomération) ayant la compétence pour exercer la gestion de l'eau potable et/ou l'assainissement sont éligibles aux aides du Département pour soutenir leurs études et travaux.

Les modalités générales d'attribution et de versement des aides sont décrites au § « Modalités d'attribution et de versement ». Les modalités techniques sont décrites par type de projet dans les fiches listées ci-dessous et détaillées les pages suivantes.

Fiches du guide des aides

Domaine de l'eau potable

- Fiche 1 – Études d'aide à la décision pour la gestion de l'eau potable
 - Schéma directeur d'eau potable
 - Autres études
- Fiche 2 – Équipements pour l'acquisition de données quantitatives et qualitative pour l'eau potable
- Fiche 3 – Préservation de la ressource en eau
- Fiche 4 – Travaux pour la production et la distribution de l'eau potable
 - Création de nouveaux captages
 - Création ou amélioration de stations de potabilisation
 - Travaux de sécurisation départementale portés par le SMEA

Domaine de l'assainissement

- Fiche 5 – Études d'aide à la décision pour l'assainissement
 - Schéma directeur assainissement
 - Autres études
- Fiche 6 – Équipements pour l'acquisition de données quantitatives et qualitatives pour l'assainissement
- Fiche 7 – Création ou amélioration de station d'épuration
- Fiche 8 – Création ou réhabilitation de réseaux de collecte et de transfert
 - Création de réseaux de collecte ou de transfert
 - Réhabilitation des réseaux d'assainissement

Modalités d'attribution et de versement

Éligibilité des collectivités

Sont éligibles :

- Les collectivités exerçant la compétence eau potable et/ou assainissement ;
- Les communes dites « rurales » – si un projet bénéficie à des communes rurales et urbaines, le montant de l'aide sera calculé au prorata de la population rurale par rapport à la population totale ;
- Les collectivités signataires de la convention de partenariat.

Éligibilité des dossiers

L'éligibilité des dossiers est détaillée dans chaque fiche en fonction de la nature du projet. Dans les généralités, sont éligibles les dossiers :

- Qui auront fait l'objet d'une recherche prioritaire de financement auprès d'autres partenaires, notamment l'Agence de l'eau Loire-Bretagne ;
- Avec un montant de dépense supérieur à 2 500 € et pour lequel la participation financière du Département sera au minimum de 750 €.

De plus, il est fortement conseillé d'associer le Bureau départemental de la qualité de l'eau (BDQE), service du Département, le plus en amont possible du projet pour s'assurer de la meilleure adéquation possible entre les besoins et les moyens mobilisables.

Principes de gestion du programme

La gestion du programme de soutien aux projets des communes repose sur des principes définissant un cadre applicable à l'ensemble des dispositifs le composant :

- Les collectivités maîtres d'ouvrage doivent impérativement solliciter l'aide du Département – le dossier de demande d'aide comportant le formulaire de demande d'aide, une délibération et les pièces techniques précisées dans le formulaire de demande d'aide en fonction de la nature du projet ;
- Seuls les dossiers complets seront traités et entreront dans le circuit de validation ;
- Les dossiers peuvent être déposés tout au long de l'année – toutefois, pour être certain de connaître l'éligibilité du dossier avant la fin du mois de février et qu'il soit traité en fonction des priorités départementales, il devra être déposé avant le 31 octobre de l'année précédente ;
- Le Département attribue des subventions dans la limite de son enveloppe budgétaire annuelle voté lors du budget primitif en autorisation de programme ;
- Les taux de subvention varient selon les dispositifs, ces taux peuvent être diminués pour tenir compte des cofinancements de partenaires afin d'éviter de dépasser le montant maximal de financement public autorisé porté par une personne publique (80 % du montant HT) ;
- La participation minimale du maître d'ouvrage doit être de 20 % du montant total des financements apportés par les personnes publiques (participation du maître d'ouvrage comprise) ;
- Un dossier de subvention n'est éligible qu'à un seul dispositif, l'aide du Département devant être affecté à un projet clairement identifié ; si la collectivité doit engager un projet plus global (par exemple une station d'épuration et son réseau de collecte des eaux usées), elle déposera autant de dossier que de dispositif concerné ;
- La subvention est octroyée à un projet identifié et ne peut être recyclée à un autre projet, y compris pour les tranches de programmation ;
- Pour tous les projets ayant fait l'objet d'un soutien du Département, les communes doivent le mentionner durant toute la période des travaux via des mesures de publicité ; pour les projets ayant reçu une subvention du Département supérieure à 20 000 €, le versement du solde de la subvention est conditionné à la transmission d'un justificatif (photo par exemple) montrant que les mesures de publicité ont été respectées ;
- Le montant des dépenses subventionnables intègre les études inhérentes au projet (assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, faisabilité...), les travaux prévisionnels (avec un calcul du montant plafond précisé dans chaque fiche), les travaux divers et imprévus (dans la limite de 10 % du montant total du projet), l'acquisition des terrains, les travaux de réfection de voirie, les essais de réception des ouvrages ;
- Pour les travaux réalisés en régie, seuls les fournitures de matériaux et de location de matériel justifiables par facturation sont pris en compte dans les dépenses subventionnables ;
- Les devis ou marchés ne doivent pas être signés et le projet ne doit pas être engagé avant la date de dépôt du dossier au Département ;

- Le BDQE doit être associé à toutes les étapes d'avancement du projet et être destinataires des comptes rendus de réunions, réunions chantier, phases intermédiaires d'études, etc. ;
- Le Département informe la collectivité à chaque étape de la vie du dossier de subvention.

Priorisation des aides

Compte tenu du caractère fermé de l'enveloppe dédiée aux projets d'eau potable et d'assainissement des collectivités, les dossiers de demandes de subvention reçus et instruits par le Département pourront faire l'objet d'une priorisation ;

Peuvent être exclus des priorités départementales les dossiers qui :

- Peuvent contribuer à dégrader la situation vis-à-vis de l'environnement et/ou de la salubrité publique ;
- Doivent au préalable être validés dans le cadre d'un schéma départemental.

La priorisation des dossiers est déterminée à partir des critères suivants :

1. Projet répondant aux enjeux prioritaires du département ;
2. Projet répondant aux enjeux prioritaires de l'Agence de l'eau et permettant de mobiliser des moyens sur une période déterminée ;
3. Respect de la convention de partenariat avec le Département par la collectivité ;
4. Respect des obligations réglementaires ;
5. Engagements de la collectivité pour une bonne gestion de son service et de ses équipements ;
6. L'absence de dossier de demande de subvention inscrit aux cours des années précédentes.

Modalités d'attribution

L'attribution des subventions du Département pour soutenir les projets d'eau potable et d'assainissement des collectivités suit la procédure suivante :

1. Dépôt du dossier de demande de subvention de la collectivité au Département de l'Allier, Bureau départemental de la qualité de l'eau (BDQE) ;
2. Courrier d'accusé de réception du dossier envoyé par le BDQE à la collectivité ;
3. Analyse de la complétude du dossier par le BDQE ;
4. Courrier précisant l'état de complétude du dossier envoyé par le BDQE à la collectivité (si le dossier n'est pas complet, la collectivité doit transmettre les pièces manquantes, la procédure recommençant à l'étape 1.) ;
5. Analyse technique du dossier par le BDQE (nature et pertinence du projet, éligibilité des dépenses, calcul du coût plafond des travaux, plan de financement, priorisation départementale, calcul du montant prévisionnel de la subvention...) ;
6. Courrier d'éligibilité du projet envoyé par le BDQE à la collectivité avec le montant prévisionnel de la subvention et demande du résultat de la consultation des entreprises pour finaliser l'attribution ;
7. Envoi du résultat de la consultation des entreprises et mise à jour du plan de financement par la collectivité au Département de l'allier, BDQE (la collectivité a un an pour répondre à compter de la date d'envoi du courrier d'éligibilité) ;
8. Courrier d'accusé de réception du résultat de la consultation des entreprises envoyé par le BDQE à la collectivité, information que le dossier sera soumis à la décision des élus départementaux lors de la prochaine commission permanente ;
9. Le dossier de subvention est soumis à la décision des élus départementaux en commission permanente (10 par an) ;
10. Notification de la subvention par le Département à la collectivité.

La validité de la décision prise par le Conseil départemental de l'Allier est limitée à 36 mois, réparti comme suit : 12 mois pour le démarrage de l'opération et 24 mois pour la réalisation des travaux. À défaut, la

décision sera automatiquement annulée et la subvention sera caduque sauf si une demande de prolongation dûment motivée a été déposée. Cette prolongation ne pourra dépasser un an.

Modalités de versement

En fonction du montant de la subvention attribuée, la collectivité peut demander le versement d'un ou plusieurs acomptes selon les conditions suivantes :

Montant de la subvention	Nombre de paiements	Montant par paiement	Conditions
≤ 5 000 €	1	100 %	
> 5 000 € et ≤ 30 000 €	2	50 %	
> 30 000 € et ≤ 100 000 €	3	20 % minimum	2 paiements maximum par an
> 100 000 €	Non limité	20 % minimum	

Le paiement des acomptes est effectué sur présentation :

- Du formulaire de demande d'acompte intégralement rempli ;
- La copie des factures acquittées.

Le paiement du solde de la subvention est effectué sur présentation :

- Du certificat d'achèvement des travaux ;
- L'ensemble des factures acquittées ;
- Les pièces techniques présentées dans les fiches du guide des aides et précisées dans le formulaire de demande d'aide.

Toute demande de versement d'un acompte ou d'un solde incomplète ne sera pas exécutée.

Si les pièces justificatives nécessaires au règlement du solde ne sont pas produites, ou si les résultats des tests sont non recevables ou ne respectent pas les conditions d'attribution, le solde de la subvention ne pourra intervenir et la subvention devra être reversée. Le Département et le Payeur départemental seront chargés chacun en ce qui le concerne du recouvrement des sommes indûment perçues.

FICHE 1 – ÉTUDES D'AIDE À LA DÉCISION POUR L'EAU POTABLE

Nature de l'opération

Pour les schémas directeurs d'alimentation en eau potable, le Département apporte une aide de 50 % maximum (dans la limite des 80 % d'aide légale suite à l'attribution potentielle d'une aide d'un autre partenaire comme l'Agence de l'eau) à condition de respecter un cahier des charges détaillé ci-dessous.

Pour les autres études, l'aide est de 30 % dans les mêmes conditions.

Bénéficiaires

Les communes, syndicats intercommunaux et établissements publics de coopération intercommunale pour les études et travaux au bénéfice d'une ou plusieurs communes rurales (définition par l'arrêté préfectoral en vigueur).

Conditions d'éligibilité

Le bénéficiaire doit en priorité faire une demande à d'autres organismes financeurs potentiels tels que l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

Une convention de partenariat de partage de données et d'information doit être signée au préalable.

Le prix minimum du service public de l'eau potable (HT, sur une base de 120 m³/an) doit être au minimum de 1,00 €/m³ en 2019, 1,10 €/m³ en 2022 et 1,20 €/m³ en 2024.

Le montant du projet doit être supérieur à 2 500 € HT et impliquer une participation départementale de minimum 750 €.

Les devis ou marchés ne doivent pas être signés et le projet ne doit pas être engagé. Cette règle ne s'applique toutefois pas à la maîtrise d'œuvre. Une autorisation de démarrage anticipé ne pourra être accordée que lorsque le dossier sera réputé complet.

Le cahier des charges pour la définition du schéma directeur devra prendre en compte :

- Le bilan des besoins/ressources de la collectivité ;
- La modélisation hydraulique ;
- La gestion patrimoniale ;
- L'analyse de vulnérabilité ;
- Le plan de secours ;
- Le programme d'action pluriannuel et son financement.

Pour les autres études, le cahier des charges sera défini au cas par cas.

Dans tous les cas, le BDQE devra être associé à la rédaction du cahier des charges et invité lors de la réunion de lancement et de la restitution de chaque phase d'étude.

Dépenses éligibles

Coût de l'étude réalisée par un prestataire extérieur, avec, le cas échéant, le coût inhérent à l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Calcul du coût plafond

Pas de plafonnement.

Composition du dossier de demande et modalité d'attribution de l'aide

Chaque demande de subvention devra être faite à l'aide de l'imprimé de demande d'aide départementale, qui comporte la liste des pièces nécessaires à l'étude du dossier (ainsi que la liste des pièces nécessaires pour le versement du solde dont certaines dépenses devront être intégrées au dossier de demande d'aide).

Les dossiers seront examinés par le Bureau départemental de la qualité de l'eau. Son avis devra être favorable pour que l'opération puisse être subventionnée par le Département.

Instruction du dossier

À l'enregistrement du dossier, un courrier faisant office d'accusé de réception sera envoyé au maître d'ouvrage sous un délai d'un mois. Le dossier sera ensuite instruit par le bureau départemental de la qualité de l'eau, qui se garde le droit de demander des pièces complémentaires.

L'instruction du dossier terminé, un courrier attestant sa complétude sera envoyé au maître d'ouvrage.

À réception des résultats de consultation, le commanditaire transmet le montant marché et complète le certificat de mise à jour. Le Bureau départemental de la qualité de l'eau indique alors au commanditaire la date de passage en commission permanente du dossier.

La durée d'éligibilité à l'aide est de 1(un) an après notification de décision de principe. L'aide attribuée par l'Assemblée départementale sera notifiée à la collectivité, accompagnée de la délibération correspondante.

La validité de la décision prise par le Conseil départemental de l'Allier est limitée à 36 mois, réparti comme suit, 12 mois pour le démarrage de l'opération et 24 mois pour la réalisation des travaux. À défaut, la décision sera automatiquement annulée et la subvention sera caduque sauf si une demande de prolongation dûment motivée a été déposée. Cette prolongation ne pourra dépasser un an.

Une mise à jour des dates prévisionnelles de versement d'acompte(s) et de solde de subvention vous sera demandée à la fin de l'instruction de la demande et à chaque demande de versement d'acompte. Le Conseil départemental se réserve le droit d'effectuer d'autres demandes d'actualisation de ce calendrier.

Modalité de versement des aides financières

Chaque demande de versement d'un acompte devra impérativement comprendre :

- le formulaire de demande d'acompte intégralement rempli ;
- la copie des factures mandatées.

Chaque demande de versement de solde devra impérativement comprendre :

- le formulaire d'achèvement d'opération intégralement rempli ;
- la copie des factures mandatées ou un état récapitulatif des dépenses accompagné du décompte général définitif.

Les pièces techniques (données à titre indicatif, se référer au formulaire de demande d'aide pour en connaître l'exhaustivité) suivantes sont à rajouter pour la demande de versement du solde :

- Exemple de toutes les phases de l'étude.

Toute demande de versement d'un acompte ou d'un solde incomplète ne sera pas exécutée.

Si les pièces justificatives nécessaires au règlement du solde ne sont pas produites, ou si les résultats des tests sont non recevables ou ne respectent pas les conditions d'attribution, le solde de la subvention ne pourra intervenir et la subvention devra être reversée. Le Conseil départemental et le payeur départemental seront chargés chacun en ce qui le concerne du recouvrement des sommes indûment perçues.

FICHE 2 – ÉQUIPEMENTS POUR L'ACQUISITION DE DONNÉES QUANTITATIVES ET QUALITATIVES POUR L'EAU POTABLE

Nature de l'opération

Les investissements pour des équipements de comptage, de sectorisation, de suivi qualitatif et quantitatif, équipement de télégestion pour la gestion patrimoniale et le renseignement des indicateurs de performance sont aidés à hauteur de 50 %.

Bénéficiaires

Les communes, syndicats intercommunaux et établissements publics de coopération intercommunale pour les études et travaux au bénéfice d'une ou plusieurs communes rurales définis par l'arrêté préfectoral en vigueur.

Conditions d'éligibilité

Le bénéficiaire doit en priorité faire une demande à d'autres organismes financeurs potentiels tels que l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

Une convention de partenariat de partage de données et d'information doit être signée au préalable.

Le prix minimum du service public de l'eau potable (HT, sur une base de 120 m³/an) doit être au minimum de 1,00 €/m³ en 2019, 1,10 €/m³ en 2022 et 1,20 €/m³ en 2024.

Le montant du projet doit être supérieur à 2 500 € HT et impliquer une participation départementale de minimum 750 €.

Les devis ou marchés ne doivent pas être signés et le projet ne doit pas être engagé. Cette règle ne s'applique toutefois pas à la maîtrise d'œuvre. Une autorisation de démarrage anticipé ne pourra être accordée que lorsque le dossier sera réputé complet.

Dépenses éligibles

Le coût des travaux (génie civil et équipement) y compris la maîtrise d'œuvre, les études préalables (géologique et sol), acquisition des terrains, les missions de coordination et de sécurité, les essais préalables à la réception des ouvrages et la communication liée à l'opération sont éligibles.

Les travaux qui relèvent du fonctionnement (renouvellement à l'identique) ne sont pas éligibles.

Calcul du coût plafond

Pas de plafonnement

Composition du dossier de demande et modalité d'attribution de l'aide

Chaque demande de subvention devra être faite à l'aide de l'imprimé de demande d'aide départementale, qui comporte la liste des pièces nécessaires à l'étude du dossier (ainsi que la liste des pièces nécessaires pour le versement du solde dont certaines dépenses devront être intégrées au dossier de demande d'aide).

Les dossiers seront examinés par le Bureau départemental de la qualité de l'eau. Son avis devra être favorable pour que l'opération puisse être subventionnée par le Département.

Instruction du dossier

À l'enregistrement du dossier, un courrier faisant office d'accusé de réception sera envoyé au maître d'ouvrage sous un délai d'un mois. Le dossier sera ensuite instruit par le bureau départemental de la qualité de l'eau, qui se garde le droit de demander des pièces complémentaires.

L'instruction du dossier terminé, un courrier attestant sa complétude sera envoyé au maître d'ouvrage.

À réception des résultats de consultation, le commanditaire transmet le montant marché et complète le certificat de mise à jour. Le Bureau départemental de la qualité de l'eau indique alors au commanditaire la date de passage en commission permanente du dossier.

La durée d'éligibilité à l'aide est de 1 an après notification de décision de principe. L'aide attribuée par l'Assemblée départementale sera notifiée à la collectivité, accompagnée de la délibération correspondante.

La validité de la décision prise par le Conseil départemental de l'Allier est limitée à 36 mois, réparti comme suit, 12 mois pour le démarrage de l'opération et 24 mois pour la réalisation des travaux. À défaut, la décision sera automatiquement annulée et la subvention sera caduque sauf si une demande de prolongation dûment motivée a été déposée. Cette prolongation ne pourra dépasser un an.

Une mise à jour des dates prévisionnelles de versement d'acompte(s) et de solde de subvention vous sera demandée à la fin de l'instruction de la demande et à chaque demande de versement d'acompte. Le Conseil départemental se réserve le droit d'effectuer d'autres demandes d'actualisation de ce calendrier.

Modalité de versement des aides

Chaque demande de versement d'un acompte devra impérativement comprendre :

- le formulaire de demande d'acompte **intégralement** rempli
- la copie des factures mandatées.

Chaque demande de versement de solde devra impérativement comprendre :

- le formulaire d'achèvement d'opération **intégralement** rempli
- la copie des factures mandatées ou un état récapitulatif des dépenses accompagné du décompte général définitif.

Les pièces techniques suivantes (données à titre indicatif, se référer au formulaire de demande d'aide pour en connaître l'exhaustivité) sont à fournir pour la demande de versement du solde :

- Le plan de recollement des travaux réalisés.

Toute demande de versement d'un acompte ou d'un solde incomplète ne sera pas exécutée.

Si les pièces justificatives nécessaires au règlement du solde ne sont pas produites, ou si les résultats des tests sont non recevables ou ne respectent pas les conditions d'attribution, le solde de la subvention ne pourra intervenir et la subvention devra être reversée. Le Conseil départemental et le payeur départemental seront chargés chacun en ce qui le concerne du recouvrement des sommes indûment perçues.

FICHE 3 – PRÉSERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU POTABLE

Nature de l'opération

Les travaux visant à assurer la protection de la ressource en eau potable vis-à-vis des pollutions ponctuelles et diffuses peuvent bénéficier d'une aide du département à hauteur de 50 %. Ces travaux peuvent porter sur l'acquisition de parcelles dans les périmètres de protection rapprochés, pour la protection des ressources actuelles et reconnues utiles pour le futur et sur la réduction de la vulnérabilité contre les actes malveillants.

Bénéficiaires

Les communes, syndicats intercommunaux et établissements publics de coopération intercommunale pour les études et travaux au bénéfice d'une ou plusieurs communes rurales définies par l'arrêté préfectoral en vigueur.

Conditions d'éligibilité

Le bénéficiaire doit en priorité faire une demande à d'autres organismes financeurs potentiels tels que l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

Une convention de partenariat de partage de données et d'information doit être signée au préalable.

Le prix minimum du service public de l'eau potable (HT, sur une base de 120 m³/an) doit être au minimum de 1,00 €/m³ en 2019, 1,10 €/m³ en 2022 et 1,20 €/m³ en 2024.

Le montant du projet doit être supérieur à 2 500 € HT et impliquer une participation départementale de minimum 750 €.

Les devis ou marchés ne doivent pas être signés et le projet ne doit pas être engagé. Cette règle ne s'applique toutefois pas à la maîtrise d'œuvre. Une autorisation de démarrage anticipé ne pourra être accordée que lorsque le dossier sera réputé complet.

L'intérêt des opérations doit être détaillé dans un document technique adossé à la demande de subvention.

Dépenses éligibles

Le coût des travaux (génie civil et équipement) y compris la maîtrise d'œuvre, les études préalables (géologique et sol), les travaux de VRD liés à l'ouvrage, l'acquisition de terrain, les missions de coordination et de sécurité, les essais préalables à la réception de l'ouvrage, la communication liée à l'opération sont financés.

Les ouvrages de moins de 10 ans et les travaux qui relèvent du fonctionnement ne sont pas éligibles.

Calcul du coût plafond

Pas de plafonnement

Composition du dossier de demande et modalité d'attribution de l'aide

Chaque demande de subvention devra être faite à l'aide de l'imprimé de demande d'aide départementale, qui comporte la liste des pièces nécessaires à l'étude du dossier (ainsi que la liste des pièces nécessaires pour le versement du solde dont certaines dépenses devront être intégrées au dossier de demande d'aide).

Les dossiers seront examinés par le Bureau départemental de la qualité de l'eau. Son avis devra être favorable pour que l'opération puisse être subventionnée par le Département.

Instruction du dossier

À l'enregistrement du dossier, un courrier faisant office d'accusé de réception sera envoyé au maître d'ouvrage sous un délai d'un mois. Le dossier sera ensuite instruit par le bureau départemental de la qualité de l'eau, qui se garde le droit de demander des pièces complémentaires.

L'instruction du dossier terminé, un courrier attestant sa complétude sera envoyé au maître d'ouvrage.

À réception des résultats de consultation, le commanditaire transmet le montant marché et complète le certificat de mise à jour. Le Bureau départemental de la qualité de l'eau indique alors au commanditaire la date de passage en commission permanente du dossier.

La durée d'éligibilité à l'aide est de 1 an après notification de décision de principe. L'aide attribuée par l'Assemblée départementale sera notifiée à la collectivité, accompagnée de la délibération correspondante.

La validité de la décision prise par le Conseil départemental de l'Allier est limitée à 36 mois, réparti comme suit, 12 mois pour le démarrage de l'opération et 24 mois pour la réalisation des travaux. À défaut, la décision sera automatiquement annulée et la subvention sera caduque sauf si une demande de prolongation dûment motivée a été déposée. Cette prolongation ne pourra dépasser un an.

Une mise à jour des dates prévisionnelles de versement d'acompte(s) et de solde de subvention vous sera demandée à la fin de l'instruction de la demande et à chaque demande de versement d'acompte. Le Conseil départemental se réserve le droit d'effectuer d'autres demandes d'actualisation de ce calendrier.

Modalité de versement des aides

Chaque demande de versement d'un acompte devra impérativement comprendre :

- le formulaire de demande d'acompte **intégralement** rempli
- la copie des factures mandatées.

Chaque demande de versement de solde devra impérativement comprendre :

- le formulaire d'achèvement d'opération **intégralement** rempli
- la copie des factures mandatées ou un état récapitulatif des dépenses accompagné du décompte général définitif.

Les pièces techniques suivantes (données à titre indicatif, se référer au formulaire de demande d'aide pour en connaître l'exhaustivité) sont à fournir pour la demande de versement du solde :

- Photos, plan de récolement, titre de propriété ou tout autre élément démontrant la réalisation de l'opération ;
- Le BDQE doit être invité à la réunion de réception des travaux.

Toute demande de versement d'un acompte ou d'un solde incomplète ne sera pas exécutée.

Si les pièces justificatives nécessaires au règlement du solde ne sont pas produites, ou si les résultats des tests sont non recevables ou ne respectent pas les conditions d'attribution, le solde de la subvention ne pourra intervenir et la subvention devra être reversée. Le Conseil départemental et le payeur départemental seront chargés chacun en ce qui le concerne du recouvrement des sommes indûment perçues.

FICHE 4 – TRAVAUX POUR LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE

Nature de l'opération

Sont aidés à hauteur de 30 % :

- La création de forages et puits pour la production d'eau potable justifiée dans un schéma directeur, la création ;
- L'amélioration des stations de traitement d'eau potable ;
- Les travaux sur les réseaux et les ouvrages réalisés sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat mixte des eaux de l'Allier qui contribuent à la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable

Bénéficiaires

Les communes, syndicats intercommunaux et établissements publics de coopération intercommunale pour les études et travaux au bénéfice d'une ou plusieurs communes rurales définis par l'arrêté préfectoral en vigueur.

Conditions d'éligibilité

Le bénéficiaire doit en priorité faire une demande à d'autres organismes financeurs potentiels tels que l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

Une convention de partenariat de partage de données et d'information doit être signée au préalable.

Le prix minimum du service public de l'eau potable (HT, sur une base de 120 m³/an) doit être au minimum de 1,00 €/m³ en 2019, 1,10 €/m³ en 2022 et 1,20 €/m³ en 2024.

Le montant du projet doit être supérieur à 2 500 € HT et impliquer une participation départementale de minimum 750 €.

Les devis ou marchés ne doivent pas être signés et le projet ne doit pas être engagé. Cette règle ne s'applique toutefois pas à la maîtrise d'œuvre. Une autorisation de démarrage anticipé ne pourra être accordée que lorsque le dossier sera réputé complet.

La création de forages et puits pour la production d'eau potable doit être justifiée dans un schéma directeur.

La création ou l'amélioration des stations de traitement d'eau potable dans le cadre du traitement d'une pollution diffuse d'origine anthropique ne peut être aidée qu'à la condition que la collectivité soit engagée dans une démarche contractuelle d'amélioration de la protection contre les pollutions diffuses approuvée par le Département.

Les travaux de sécurisation doivent avoir montré leur utilité dans le schéma départemental de sécurisation et être portés par le SMEA.

La charte qualité des réseaux d'eau potable doit être appliquée (ASTEE, version 2, mai 2016 ou ultérieures). Il est possible de déroger à cette règle sur justification jusqu'en 2021.

Dépenses éligibles

Le coût des travaux (génie civil et équipement) y compris la maîtrise d'œuvre, les études préalables (géologique et sol), les travaux de VRD liés à l'ouvrage, l'acquisition de terrain, les missions de coordination et de sécurité, les essais préalables à la réception de l'ouvrage, la communication, l'assistance à maîtrise d'ouvrage liée à l'opération sont financés.

Les ouvrages de moins de 10 ans et les travaux qui relèvent du fonctionnement et les travaux de renforcement autres que pour la sécurisation ne sont pas éligibles.

Calcul des coûts plafond

Création de forage ou augmentation de sa capacité de production

$$CP1 = (1\,050 \times P) + 63\,000$$

$$CP2 = (5\,230 \times P) + (11\,550 \times D) + (913 \times L) + 152\,000$$

Avec :

CP1, coût plafond pour un forage simple en € HT

CP2, coût plafond pour un puits à drains rayonnants en € HT

P, profondeur en m

D, nombre de drains

L, longueur cumulée des drains en m

Ce coût prend en compte l'ouvrage seul et ses équipements internes hors exhaure.

Usine de traitement d'eau souterraine sans emploi de charbon actif

$$CP = [(4\,000 \times Q) + 400\,000] \times K$$

Avec :

CP, coût plafond en € HT

Q, capacité nominale de traitement de l'usine en m³/h

Avec Q max = 0,02 × population permanente alimentée par l'usine

K, coefficient = 100 % si création ou = 80 % si modernisation ou restructuration

Usine de traitement poussé (comportant un étage de traitement par charbon actif)

$$CP1 = [(13\,500 \times Q) + 1\,750\,000] \times K$$

$$CP2 = [(9\,000 \times Q) + 4\,000\,000] \times K$$

Avec :

CP1, coût plafond pour Q < 500 m³/j en € HT

CP2, coût plafond pour Q ≥ 500 m³/j en € HT

Q, capacité nominale de traitement de l'usine en m³/j

Avec Q max = 0,02 × population permanente alimentée par l'usine

K, coefficient = 100 % si création ou = 80 % si modernisation ou restructuration

Lorsque le projet d'usine de traitement diffère d'un ouvrage "standard", il est possible de dépasser le coût plafond des dépenses spécifiques, appelées sujétions, qui sont nécessaires à la réalisation du projet. Dans tous les cas, le total des sujétions prise en compte ne peut dépasser 30 % du coût plafond. Elles ne tiennent pas compte des ouvrages de traitement spécifiques. Ces sujétions doivent correspondre à des contraintes fortes liées au site et à son environnement : fondations spéciales, contraintes architecturales, démolition d'ouvrages existants.

Bâches de stockage d'eau brute ou traitées intégrées dans l'enceinte d'une usine de traitement

$$CP = (330 \times V) + 150\,000$$

Avec :

CP, coût plafond en € HT

V, volume de stockage en m³, limité à 4h pour l'eau brute et 24h pour l'eau traitée en débit nominal (la limitation du volume de stockage des eaux traitées doit prendre en compte tous les ouvrages de stockage situés avant la distribution).

Bâches de sécurisation de station de pompage/reprise, réservoir de sécurisation

$$CP = (330 \times V) + 150\,000$$

Avec :

CP, coût plafond en € HT

V, volume de stockage en m³, limité à 4h de débit nominal passant dans la conduite.

Création d'une conduite de sécurisation

$$CP = (0,77 \times \emptyset \times L) + 45\,000$$

Avec :

CP, coût plafond en € HT

\emptyset , diamètre nominal en mm

L, longueur de la conduite en m

Renforcement d'une conduite existante pour la sécurisation

$$CP = [(0,77 \times \emptyset 2 \times L) + 45\,000] \times \frac{\emptyset 2^2 - \emptyset 1^2}{\emptyset 2^2}$$

Avec :

CP, coût plafond en € HT

$\emptyset 1$, diamètre nominal de la conduite d'origine

$\emptyset 2$, diamètre nominal de la conduite à créer en mm

L, longueur de la conduite en m

Composition du dossier de demande et modalité d'attribution de l'aide

Chaque demande de subvention devra être faite à l'aide de l'imprimé de demande d'aide départementale, qui comporte la liste des pièces nécessaires à l'étude du dossier (ainsi que la liste des pièces nécessaires pour le versement du solde dont certaines dépenses devront être intégrées au dossier de demande d'aide).

Les dossiers seront examinés par le Bureau départemental de la qualité de l'eau. Son avis devra être favorable pour que l'opération puisse être subventionnée par le Département.

Instruction du dossier

À l'enregistrement du dossier, un courrier faisant office d'accusé de réception sera envoyé au maître d'ouvrage sous un délai d'un mois. Le dossier sera ensuite instruit par le bureau départemental de la qualité de l'eau, qui se garde le droit de demander des pièces complémentaires.

L'instruction du dossier terminé, un courrier attestant sa complétude sera envoyé au maître d'ouvrage.

À réception des résultats de consultation, le commanditaire transmet le montant marché et complète le certificat de mise à jour. Le Bureau départemental de la qualité de l'eau indique alors au commanditaire la date de passage en commission permanente du dossier.

La durée d'éligibilité à l'aide est de 1 an après notification de décision de principe. L'aide attribuée par l'Assemblée départementale sera notifiée à la collectivité, accompagnée de la délibération correspondante.

La validité de la décision prise par le Conseil départemental de l'Allier est limitée à 36 mois, réparti comme suit, 12 mois pour le démarrage de l'opération et 24 mois pour la réalisation des travaux. À défaut, la décision sera automatiquement annulée et la subvention sera caduque sauf si une demande de prolongation dûment motivée a été déposée. Cette prolongation ne pourra dépasser un an.

Une mise à jour des dates prévisionnelles de versement d'acompte(s) et de solde de subvention vous sera demandée à la fin de l'instruction de la demande et à chaque demande de versement d'acompte. Le Conseil départemental se réserve le droit d'effectuer d'autres demandes d'actualisation de ce calendrier.

Modalité de versement des aides

Chaque demande de versement d'un acompte devra impérativement comprendre :

- le formulaire de demande d'acompte **intégralement** rempli
- la copie des factures mandatées.

Chaque demande de versement de solde devra impérativement comprendre :

- le formulaire d'achèvement d'opération **intégralement** rempli
- la copie des factures mandatées ou un état récapitulatif des dépenses accompagné du décompte général définitif.

Les pièces techniques suivantes (données à titre indicatif, se référer au formulaire de demande d'aide pour en connaître l'exhaustivité) sont à fournir pour la demande de versement du solde :

- le plan de récolement des ouvrages
 - géoréférencement des ouvrages en X, Y et Z,
 - avec nature des matériaux, diamètres des canalisations, etc.,
 - informations sur fichiers informatiques SIG ;
- la description détaillée des ouvrages et équipements
 - du résultat des essais de réception d'ouvrage (plan de récolement des réseaux, essais de pression, des canalisations, essais d'étanchéité des bâches, réservoirs, bassins de traitement) ;
- la fourniture d'un rapport d'essai présentant la conformité des équipements et justifiant l'atteinte des performances avancées par le constructeur ;
- une analyse du fonctionnement et de l'équipement de l'unité de traitement.

Toute demande de versement d'un acompte ou d'un solde incomplète ne sera pas exécutée.

Si les pièces justificatives nécessaires au règlement du solde ne sont pas produites, ou si les résultats des tests sont non recevables ou ne respectent pas les conditions d'attribution, le solde de la subvention ne pourra intervenir et la subvention devra être reversée. Le Conseil départemental et le payeur départemental seront chargés chacun en ce qui le concerne du recouvrement des sommes indûment perçues.

FICHE 5 – ÉTUDES D'AIDE À LA DÉCISION POUR L'ASSAINISSEMENT

Nature de l'opération

Pour les schémas directeurs d'assainissement, le Département apporte une aide de 70 % maximum (dans la limite des 80 % d'aide légale suite à l'attribution potentielle d'une aide d'un autre partenaire comme l'Agence de l'eau) à condition de respecter un cahier des charges type.

Pour les autres études, l'aide est de 50 % dans les mêmes conditions.

Bénéficiaires

Les communes, syndicats intercommunaux et établissements publics de coopération intercommunale au bénéfice d'une ou plusieurs communes rurales définis par l'arrêté préfectoral en vigueur.

Conditions d'éligibilité

Le bénéficiaire doit en parallèle faire une demande à d'autres organismes financeurs potentiels tels que l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

Une convention de partenariat de partage de données et d'information doit être signée au préalable.

Le prix minimum du service public de l'assainissement doit être au minimum de 0,85 €/m³ en 2019, 1,00 €/m³ en 2021, 1,10 €/m³ en 2022 et 1,20 €/m³ en 2024.

Le BDQE doit être associé à la rédaction du cahier des charges et invité lors de la restitution de chaque phase d'étude.

Si le réseau comporte des tronçons unitaires susceptibles d'avoir une incidence significative sur les déversements, le schéma directeur d'assainissement (SDA) doit intégrer les conclusions du zonage et du schéma directeur des eaux pluviales ainsi qu'une étude de faisabilité sur la déconnexion des eaux pluviales et une gestion à la parcelle. A défaut le zonage et le schéma directeur des eaux pluviales sont à réactualiser dans le cadre du SDA.

Les devis ou marchés ne doivent pas être signés et le projet ne doit pas être engagé. Cette règle ne s'applique toutefois pas à la maîtrise d'œuvre. Une autorisation de démarrage anticipé ne pourra être accordée que lorsque le dossier sera réputé complet.

Dépenses éligibles

Coût de l'étude réalisée par un prestataire extérieur ainsi que les coûts liés à l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO).

Dépenses éligibles et calcul du coût plafond

Aucun coût plafond n'est appliqué.

Composition du dossier de demande et modalité d'attribution de l'aide

Chaque demande de subvention devra être faite à l'aide de l'imprimé de demande d'aide départementale, qui comporte la liste des pièces nécessaires à l'étude du dossier (ainsi que la liste des pièces nécessaires pour le versement du solde dont certaines dépenses devront être intégrées au dossier de demande d'aide).

Les dossiers seront examinés par le Bureau départemental de la qualité de l'eau. Son avis devra être favorable pour que l'opération puisse être subventionnée par le Département.

Instruction du dossier

À l'enregistrement du dossier, un courrier faisant office d'accusé de réception sera envoyé au maître d'ouvrage sous un délai d'un mois. Le dossier sera ensuite instruit par le bureau départemental de la qualité de l'eau, qui se garde le droit de demander des pièces complémentaires.

L'instruction du dossier terminé, un courrier attestant sa complétude sera envoyé au maître d'ouvrage.

À réception des résultats de consultation, le commanditaire transmet le montant marché et complète le certificat de mise à jour. Le Bureau départemental de la qualité de l'eau indique alors au commanditaire la date de passage en commission permanente du dossier.

La durée d'éligibilité à l'aide est de 1 an après notification de décision de principe. L'aide attribuée par l'Assemblée départementale sera notifiée à la collectivité, accompagnée de la délibération correspondante.

La validité de la décision prise par le Conseil départemental de l'Allier est limitée à 36 mois, réparti comme suit, 12 mois pour le démarrage de l'opération et 24 mois pour la réalisation des travaux. A défaut, la décision sera automatiquement annulée et la subvention sera caduque sauf si une demande de prolongation dûment motivée a été déposée. Cette prolongation ne pourra dépasser un an.

Une mise à jour des dates prévisionnelles de versement d'acompte(s) et de solde de subvention vous sera demandée à la fin de l'instruction de la demande et à chaque demande de versement d'acompte. Le Conseil départemental se réserve le droit d'effectuer d'autres demandes d'actualisation de ce calendrier.

Modalité de versement des aides

Chaque demande de versement d'un acompte devra impérativement comprendre :

- le formulaire de demande d'acompte intégralement rempli
- la copie des factures mandatées.

Chaque demande de versement de solde devra impérativement comprendre :

- le formulaire d'achèvement d'opération intégralement rempli
- la copie des factures mandatées ou un état récapitulatif des dépenses accompagné du décompte général définitif.

Les pièces suivantes (données à titre indicatif, se référer au formulaire de demande d'aide pour en connaître l'exhaustivité) sont à fournir pour la demande de versement du solde :

- Exemple de toutes les phases de l'étude.

Toute demande de versement d'un acompte ou d'un solde incomplète ne sera pas exécutée.

Si les pièces justificatives nécessaires au règlement du solde ne sont pas produites, ou si les résultats des tests sont non recevables ou ne respectent pas les conditions d'attribution, le solde de la subvention ne pourra intervenir et la subvention devra être reversée au Conseil général. Le Conseil général et le payeur départemental seront chargés chacun en ce qui le concerne du recouvrement des sommes indûment perçues.

FICHE 6 – ÉQUIPEMENTS POUR L'ACQUISITION DE DONNÉES QUANTITATIVES ET QUALITATIVES POUR L'ASSAINISSEMENT

Nature de l'opération

Les équipements d'autosurveillance ainsi que les équipements de télégestion du système d'assainissement peuvent bénéficier d'une aide du département de maximum 70 % (dans la limite des 80 % d'aide légale suite à l'attribution potentielle d'une aide d'un autre partenaire comme l'Agence de l'eau)

Bénéficiaires

Les communes, syndicats intercommunaux et établissements publics de coopération intercommunale au bénéfice d'une ou plusieurs communes rurales définis par l'arrêté préfectoral en vigueur.

Conditions d'éligibilité

Le bénéficiaire doit en parallèle faire une demande à d'autres organismes financeurs potentiels tels que l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

Une convention de partenariat de partage de données et d'information doit être signée au préalable.

Le montant du projet doit être supérieur à 2 500 € HT et impliquer une participation départementale de minimum 750 €.

Les équipements de télégestion installés devront permettre au minimum un report horaire, journalier et mensuel des données.

Le prix minimum du service public de l'assainissement doit être au minimum de 0,85 €/m³ en 2019, 1,00 €/m³ en 2021, 1,10 €/m³ en 2022 et 1,20 €/m³ en 2024.

De même, l'observatoire national des services publics d'eau et d'assainissement (SISPEA) doit être renseigné dès 2020 pour les communes de plus de 3 500 EH et dès 2022 pour toutes les collectivités.

Les devis ou marchés ne doivent pas être signés et le projet ne doit pas être engagé. Cette règle ne s'applique toutefois pas à la maîtrise d'œuvre. Une autorisation de démarrage anticipé ne pourra être accordée que lorsque le dossier sera réputé complet.

Dépenses éligibles

Coût des travaux de création ou de fiabilisation des dispositifs nécessaires pour l'acquisition, la validation, le contrôle, et la transmission des données d'autosurveillance.

Le coût de la maîtrise d'œuvre, des études préalables propres au site (étude géotechnique, sol), de l'acquisition terrain éventuel et des essais préalables sont également pris en compte.

Les travaux de renouvellement sont exclus.

Calcul du coût plafond

Aucun coût plafond n'est appliqué.

Composition du dossier de demande et modalité d'attribution de l'aide

Chaque demande de subvention devra être faite à l'aide de l'imprimé de demande d'aide départementale, qui comporte la liste des pièces nécessaires à l'étude du dossier (ainsi que la liste des pièces nécessaires pour le versement du solde dont certaines dépenses devront être intégrées au dossier de demande d'aide).

Les dossiers seront examinés par le Bureau départemental de la qualité de l'eau. Son avis devra être favorable pour que l'opération puisse être subventionnée par le Département.

Instruction du dossier

A l'enregistrement du dossier, un courrier faisant office d'accusé de réception sera envoyé au maître d'ouvrage sous un délai d'un mois. Le dossier sera ensuite instruit par le bureau départemental de la qualité de l'eau, qui se garde le droit de demander des pièces complémentaires.

L'instruction du dossier terminé, un courrier attestant sa complétude sera envoyé au maître d'ouvrage.

A réception des résultats de consultation, le commanditaire transmet le montant marché et complète le certificat de mise à jour. Le Bureau départemental de la qualité de l'eau indique alors au commanditaire la date de passage en commission permanente du dossier.

La durée d'éligibilité à l'aide est de 1 an après notification de décision de principe. L'aide attribuée par l'Assemblée départementale sera notifiée à la collectivité, accompagnée de la délibération correspondante.

La validité de la décision prise par le Conseil départemental de l'Allier est limitée à 36 mois, réparti comme suit, 12 mois pour le démarrage de l'opération et 24 mois pour la réalisation des travaux. A défaut, la décision sera automatiquement annulée et la subvention sera caduque sauf si une demande de prolongation dûment motivée a été déposée. Cette prolongation ne pourra dépasser un an.

Une mise à jour des dates prévisionnelles de versement d'acompte(s) et de solde de subvention vous sera demandée à la fin de l'instruction de la demande et à chaque demande de versement d'acompte. Le Conseil départemental se réserve le droit d'effectuer d'autres demandes d'actualisation de ce calendrier.

Modalité de versement des aides

Chaque demande de versement d'un acompte devra impérativement comprendre :

- le formulaire de demande d'acompte intégralement rempli ;
- la copie des factures mandatées.

Chaque demande de versement de solde devra impérativement comprendre :

- le formulaire d'achèvement d'opération intégralement rempli ;
- la copie des factures mandatées ou un état récapitulatif des dépenses accompagné du décompte général définitif.

Les pièces suivantes (données à titre indicatif, se référer au formulaire de demande d'aide pour en connaître l'exhaustivité) sont à fournir pour la demande de versement du solde :

Équipements d'autosurveillance :

- Description détaillée des équipements (dimensions, courbe hauteur/débit justifiée, notice de programmation, etc.) ;
- Rapport de contrôle des équipements d'autosurveillance conforme au guide de l'Agence de l'eau Loire Bretagne. Le contrôle doit être réalisé par un prestataire indépendant du constructeur, sur l'ensemble des dispositifs d'autosurveillance (chasses, pompes, débitmètres, préleveurs, totalisateur, etc.).

Équipements en télégestion :

- Descriptif des équipements installés

Toute demande de versement d'un acompte ou d'un solde incomplète ne sera pas exécutée.

Si les pièces justificatives nécessaires au règlement du solde ne sont pas produites, ou si les résultats des tests sont non recevables ou ne respectent pas les conditions d'attribution, le solde de la subvention ne pourra intervenir et la subvention devra être reversée au Conseil général. Le Conseil général et le payeur départemental seront chargés chacun en ce qui le concerne du recouvrement des sommes indûment perçues.

FICHE 7 – CRÉATION OU AMÉLIORATION DE STATION D'ÉPURATION

Nature de l'opération

Les travaux visant à réduire les rejets d'effluents domestiques par la création d'une unité de traitement ou la réhabilitation complète ou partielle d'une station d'épuration peuvent bénéficier d'une aide du département à hauteur de 70 %.

Bénéficiaires

Les communes, syndicats intercommunaux et établissements publics de coopération intercommunale au bénéfice d'une ou plusieurs communes rurales définis par l'arrêté préfectoral en vigueur.

Conditions d'éligibilité

Le bénéficiaire doit en parallèle faire une demande à d'autres organismes financeurs potentiels tels que l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

Une convention de partenariat de partage de données et d'information doit être signée au préalable.

Le montant du projet doit être supérieur à 2 500 € HT et impliquer une participation départementale de minimum 750 €.

Le prix minimum du service public de l'assainissement doit être au minimum de 0,85 €/m³ en 2019, 1,00 €/m³ en 2021, 1,10 €/m³ en 2022 et 1,20 €/m³ en 2024.

De même, l'observatoire national des services publics d'eau et d'assainissement (SISPEA) doit être renseigné dès 2020 pour les communes de plus de 3 500 EH et dès 2022 pour toutes les collectivités.

Les effluents non domestiques doivent représenter moins de 70 % des stations d'origine et l'activité la plus polluante moins de 50 %.

Dans le cas d'une réhabilitation, l'opération doit être identifiée comme prioritaire dans le schéma directeur s'appuyant sur une étude diagnostique.

La conception et l'exécution de la partie publique des ouvrages doit être conforme au fascicule n°81.

Les devis ou marchés ne doivent pas être signés et le projet ne doit pas être engagé. Cette règle ne s'applique toutefois pas à la maîtrise d'œuvre. Une autorisation de démarrage anticipé ne pourra être accordée que lorsque le dossier sera réputé complet.

Dépenses éligibles

Le coût des travaux (génie civil et équipement) y compris la maîtrise d'œuvre et l'assistance à maîtrise d'ouvrage, les études préalables (géologique et sol), les travaux de VRD liés à l'ouvrage, l'acquisition de terrain, les missions de coordination et de sécurité, les essais préalables à la réception de l'ouvrage, la communication liée à l'opération sont financés.

Les ouvrages de moins de 10 ans et les travaux qui relèvent du fonctionnement ne sont pas éligibles.

Calcul du coût plafond

Capacité nominale de la station	Coût plafond
< 100 EH	1 080 € / EH + 21 600 €
de 100 à 199 EH	864 € / EH + 43 200 €
de 200 à 499 EH	720 € / EH + 72 000 €
de 500 à 1 999 EH	570 € / EH + 147 000 €
de 2 000 à 9 999 EH	345 € / EH + 597 000 €
à partir de 10 000 EH	236 € / EH + 1 687 000 €

Lorsque les travaux ne concernent qu'une partie des ouvrages de traitement, le prorata du coût plafond à prendre en compte est le suivant :

Ouvrage	Paramètre de dimensionnement	Part du coût plafond
Prétraitement et relèvement	Charge hydraulique	13 %
Traitement	Charge organique	42 %
Clarification	Charge hydraulique	25 %
Filière boue	Charge organique	20 %
Total station – génie civil		55 %
Total station – équipement		45 %

Composition du dossier de demande et modalité d'attribution de l'aide

Chaque demande de subvention devra être faite à l'aide de l'imprimé de demande d'aide départementale, qui comporte la liste des pièces nécessaires à l'étude du dossier (ainsi que la liste des pièces nécessaires pour le versement du solde dont certaines dépenses devront être intégrées au dossier de demande d'aide).

Les dossiers seront examinés par le Bureau départemental de la qualité de l'eau. Son avis devra être favorable pour que l'opération puisse être subventionnée par le Département.

Instruction du dossier

A l'enregistrement du dossier, un courrier faisant office d'accusé de réception sera envoyé au maître d'ouvrage sous un délai d'un mois. Le dossier sera ensuite instruit par le bureau départemental de la qualité de l'eau, qui se garde le droit de demander des pièces complémentaires.

L'instruction du dossier terminé, un courrier attestant sa complétude sera envoyé au maître d'ouvrage.

A réception des résultats de consultation, le commanditaire transmet le montant marché et complète le certificat de mise à jour. Le Bureau départemental de la qualité de l'eau indique alors au commanditaire la date de passage en commission permanente du dossier.

La durée d'éligibilité à l'aide est de 1 an après notification de décision de principe. L'aide attribuée par l'Assemblée départementale sera notifiée à la collectivité, accompagnée de la délibération correspondante.

La validité de la décision prise par le Conseil départemental de l'Allier est limitée à 36 mois, réparti comme suit, 12 mois pour le démarrage de l'opération et 24 mois pour la réalisation des travaux. A défaut, la décision sera automatiquement annulée et la subvention sera caduque sauf si une demande de prolongation dûment motivée a été déposée. Cette prolongation ne pourra dépasser un an.

Une mise à jour des dates prévisionnelles de versement d'acompte(s) et de solde de subvention vous sera demandée à la fin de l'instruction de la demande et à chaque demande de versement d'acompte. Le Conseil départemental se réserve le droit d'effectuer d'autres demandes d'actualisation de ce calendrier.

Modalité de versement des aides

Chaque demande de versement d'un acompte devra impérativement comprendre :

- le formulaire de demande d'acompte intégralement rempli ;
- la copie des factures mandatées.

Chaque demande de versement de solde devra impérativement comprendre :

- le formulaire d'achèvement d'opération intégralement rempli ;
- la copie des factures mandatées ou un état récapitulatif des dépenses accompagné du décompte général définitif.

Les pièces techniques suivantes (données à titre indicatif, se référer au formulaire de demande d'aide pour en connaître l'exhaustivité) sont à fournir pour la demande de versement du solde :

- un plan de recollement des ouvrages (plan général, profil en long, etc.) ainsi que le géo-référencement des points de rejets ;

- le résultat des tests d'étanchéité des ouvrages, la granulométrie des sables, etc. ;
- la description détaillée des ouvrages et équipements (débit et puissance des pompes, calcul de dimensionnement et dimensionnement des ouvrages, volume des bâchées, granulométrie des sables, etc.) ;
- la description détaillée des équipements d'autosurveillance (dimensionnement, courbe hauteur/débit justifiée, notice de programmation, etc.) ;
- un rapport de contrôle des équipements d'autosurveillance conforme au guide de l'Agence de l'eau Loire Bretagne. Le contrôle doit être réalisé par un prestataire indépendant du constructeur, sur l'ensemble des dispositifs d'autosurveillance (chasses, pompes, débitmètres, préleveurs, totalisateur, etc.) ;
- un rapport justifiant l'atteinte des performances avancées par le constructeur ainsi qu'une analyse du fonctionnement de l'unité de traitement. – cette vérification devra être réalisée par un prestataire indépendant du constructeur, elle comprendra au minimum
 - la réalisation d'une mesure de débit sur 24h en entrée, en sortie et au niveau du déversoir d'orage en tête de station (et/ou du by-pas),
 - la réalisation d'un prélèvement COFRAC asservis au débit en entrée et en sortie de station. L'analyse des échantillons constitués portera sur les paramètres suivants, pH, température, conductivité, DBO₅, DCO, MES, NH₄, NO₃, NO₂, NTK, NGL, PO₄, Pt,
 - un prélèvement de boues pour les stations de type boue activée avec réalisation d'un test de décantation,
 - le relevé des informations nécessaires à l'interprétation de la mesure (horocompteur, consommation énergie, etc.),
 - l'expertise des principaux ouvrages du réseau et de l'unité de traitement (déversement, réglage, production de boue, consommation énergétique, etc.),
 - une interprétation des charges reçues et des résultats épuratoires (concentration et rendement).

Toute demande de versement d'un acompte ou d'un solde incomplète ne sera pas exécutée.

Si les pièces justificatives nécessaires au règlement du solde ne sont pas produites, ou si les résultats des tests sont non recevables ou ne respectent pas les conditions d'attribution, le solde de la subvention ne pourra intervenir et la subvention devra être reversée. Le Conseil départemental et le payeur départemental seront chargés chacun en ce qui le concerne du recouvrement des sommes indûment perçues.

FICHE 8 – CRÉATION ET RÉHABILITATION DE RÉSEAUX DE COLLECTE ET DE TRANSFERT DES EAUX USÉES

Nature de l'opération

Les travaux visant à étendre le réseau de collecte ou créer un réseau de transfert peuvent bénéficier d'une aide du département à hauteur de 30 %.

Les travaux sur les systèmes d'assainissement visant à réduire les eaux claires parasites, améliorer la collecte des eaux usées ou réduire les déversements d'eaux usées au milieu récepteur, peuvent bénéficier d'une aide maximum du département de 30 % (dans la limite des 80 % d'aide légale suite à l'attribution potentielle d'une aide d'un autre partenaire comme l'Agence de l'eau).

Bénéficiaires

Les communes, syndicats intercommunaux et établissements publics de coopération intercommunale au bénéfice d'une ou plusieurs communes rurales définis par l'arrêté préfectoral en vigueur.

Conditions d'éligibilité

Le bénéficiaire doit en parallèle faire une demande à d'autres organismes financeurs potentiels tels que l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

Une convention de partenariat de partage de données et d'information doit être signée au préalable.

Le montant du projet doit être supérieur à 2 500 € HT et impliquer une participation départementale de minimum 750 €.

Le prix minimum du service public de l'assainissement doit être au minimum de 0,85 €/m³ en 2019, 1,00 €/m³ en 2021, 1,10 €/m³ en 2022 et 1,20 €/m³ en 2024.

Les extensions doivent être compatibles avec le zonage assainissement et ne pas entraîner de dégradation du milieu récepteur ou du niveau de traitement. Dans ce cadre, les travaux sur un système d'assainissement ne respectant pas les normes de rejet définies dans son arrêté préfectoral, présentant des rejets directs trop fréquents ou ayant atteints leur charge nominale (organique ou hydraulique) ne seront pas financés par le Département.

Par ailleurs, seules les extensions sur des secteurs urbanisés sont financées. L'assainissement des zones à urbaniser doit être financé par un autre biais (par exemple : PFAC, taxe d'aménagement).

Afin d'appréhender les travaux dans de bonnes conditions et s'assurer de la qualité des travaux réalisés, la charte nationale de qualité des réseaux d'assainissement s'impose. La signature de la charte par l'ensemble des acteurs du projet sera obligatoire à partir de 2022.

De même, l'observatoire national des services publics d'eau et d'assainissement (SISPEA) doit être renseigné dès 2020 pour les communes de plus de 3 500 EH et dès 2022 pour toutes les collectivités.

La conception et l'exécution des travaux devront être réalisés dans les règles de l'art et être conformes aux prescriptions du Cahier des clauses techniques générales travaux (CCTG travaux), notamment

- fascicules n° 70 pour les réseaux gravitaires et 71 pour les réseaux sous pression ;
- fascicules n° 74 et 81 pour les bassins et postes de relevage.

Les devis ou marchés ne doivent pas être signés et le projet ne doit pas être engagé. Cette règle ne s'applique toutefois pas à la maîtrise d'œuvre. Une autorisation de démarrage anticipé ne pourra être accordée que lorsque le dossier sera réputé complet.

Dépenses éligibles

Le coût des travaux (génie civil et équipement) y compris la maîtrise d'œuvre et l'assistance à maîtrise d'ouvrage, les études préalables (géologique et sol), acquisition des terrains, les missions de coordination et de sécurité, les essais préalables à la réception des ouvrages et la communication liée à l'opération sont éligibles.

Les travaux qui relèvent du fonctionnement, les travaux liés au réseau d'eau potable ou d'eau pluviale, la réhabilitation d'équipements de moins de 10 ans ne sont pas éligibles.

Calcul du coût plafond

Un coût plafond est défini en fonction du type, du diamètre et du linéaire du réseau. Toutefois si les études préalables démontrent que la nature, l'occupation du sous-sol ou l'importance du nombre de branchement occasionnent des plus-values, le coût plafond pourra être majoré de 25 %. Ces sujétions devront être présentées, évaluées et justifiées dans le mémoire technique.

Création de réseau d'assainissement

Un coût plafond de 7 600 € par branchement est appliqué. En cas de raccordement d'une propriété ou d'un immeuble collectif, il est tenu compte du nombre de résidents et du ratio de 2,5 habitants par branchement.

Réhabilitation de réseau d'eaux usées gravitaire

Diamètre (mm)	Ø 160	Ø 200	Ø 250	Ø 300	Ø 400	Ø 500	Ø 600
Coût plafond (€ HT/ml)	350	385	445	500	600	685	750

Le coût plafond peut être majoré de 25 % en cas de remplacement et d'évacuation d'une canalisation en amiante ciment.

Création ou réhabilitation réseau de transfert gravitaire

Diamètre (mm)	Ø 200	Ø 250	Ø 300	Ø 400
Coût plafond (€ HT/ml)	280	325	360	435

Création ou réhabilitation réseaux de transfert sous pression avec création d'un poste de refoulement

$$CP = K\sqrt{L}$$

Avec :

CP, coût plafond en € HT

L, longueur de la conduite de transfert mètre linéaire (ml)

K, coefficient relatif au diamètre nominal de la conduite en mm (cf. tableau ci-dessous)

Diamètre (mm)	Ø 63	Ø 70	Ø 95	Ø 100	Ø 110	Ø 125	Ø 140	Ø 150	Ø 160	Ø 200
Coefficient K	5 800	6 500	7 400	7 900	8 500	9 300	10 100	10 600	11 000	12 900

Création ou réhabilitation réseau unitaire

Diamètre (mm)	600 < Ø	600 ≤ Ø < 1 000	1 000 ≤ Ø < 1 200	1 200 ≤ Ø
Diamètre pris en compte	Ø 200	Ø 250	Ø 300	Ø 400
Coût plafond (€ HT/ml)	385	445	500	600

Création ou réhabilitation bassin d'orage

Volume utile	< 5 000 m ³	≥ 5 000 m ³ et < 15 000 m ³
Coût plafond (€ HT/m ³)	1 600	1 850 - 0,05 × Volume utile (m ³)

Autres travaux

Pas de plafonnement.

Composition du dossier de demande et modalité d'attribution de l'aide

Chaque demande de subvention devra être faite à l'aide de l'imprimé de demande d'aide départementale, qui comporte la liste des pièces nécessaires à l'étude du dossier (ainsi que la liste des pièces nécessaires pour le versement du solde dont certaines dépenses devront être intégrées au dossier de demande d'aide).

Les dossiers seront examinés par le Bureau départemental de la qualité de l'eau. Son avis devra être favorable pour que l'opération puisse être subventionnée par le Département.

Instruction du dossier

À l'enregistrement du dossier, un courrier faisant office d'accusé de réception sera envoyé au maître d'ouvrage sous un délai d'un mois. Le dossier sera ensuite instruit par le bureau départemental de la qualité de l'eau, qui se garde le droit de demander des pièces complémentaires.

L'instruction du dossier terminé, un courrier attestant sa complétude sera envoyé au maître d'ouvrage.

À réception des résultats de consultation, le commanditaire transmet le montant marché et complète le certificat de mise à jour. Le Bureau départemental de la qualité de l'eau indique alors au commanditaire la date de passage en commission permanente du dossier.

La durée d'éligibilité à l'aide est de 1 an après notification de décision de principe. L'aide attribuée par l'Assemblée départementale sera notifiée à la collectivité, accompagnée de la délibération correspondante.

La validité de la décision prise par le Conseil départemental de l'Allier est limitée à 36 mois, réparti comme suit, 12 mois pour le démarrage de l'opération et 24 mois pour la réalisation des travaux. A défaut, la décision sera automatiquement annulée et la subvention sera caduque sauf si une demande de prolongation dûment motivée a été déposée. Cette prolongation ne pourra dépasser un an.

Une mise à jour des dates prévisionnelles de versement d'acompte(s) et de solde de subvention vous sera demandée à la fin de l'instruction de la demande et à chaque demande de versement d'acompte. Le Conseil départemental se réserve le droit d'effectuer d'autres demandes d'actualisation de ce calendrier.

Modalité de versement des aides

Chaque demande de versement d'un acompte devra impérativement comprendre :

- le formulaire de demande d'acompte intégralement rempli
- la copie des factures mandatées.

Chaque demande de versement de solde devra impérativement comprendre :

- le formulaire d'achèvement d'opération intégralement rempli ;
- la copie des factures mandatées ou un état récapitulatif des dépenses accompagné du décompte général définitif.

Les pièces techniques suivantes (données à titre indicatif, se référer au formulaire de demande d'aide pour en connaître l'exhaustivité) sont à fournir pour la demande de versement du solde :

- Le résultat des tests de réception (compactage, étanchéité et passage caméra). Les tests sont confiés à un opérateur COFRAC indépendant de l'entreprise chargée des travaux et devront satisfaire au guide de l'ASTEE édité en 2014 (<http://www.astee.org/publications/guide-technique-pour-la-reception-des-reseaux-dassainissement-neufs/>). Les non conformités établies devront être reprises ou justifiées pour être recevables.
- Le plan de recollement des travaux réalisés. Le réseau sera géo-référencés en X, Y et Z et le cas échéant, intégré au SIG de la collectivité. Les éléments (type d'ouvrage, année de mise en service, matériaux des conduites, sens d'écoulement, forme, diamètre, etc.) seront répertoriés sur un plan papier et structurés sur fichier informatique en couches.
- Le descriptif des ouvrages particuliers (déversoir d'orage, poste de relèvement, etc.) sera fourni (débit des pompes, volume de marnage, localisation et géo référencement des points de rejet, dimensionnement des ouvrages, cotes NGF des seuils et lames déversantes, etc.).
- Les dossiers de déclaration ou autorisation des postes ou déversoirs d'orage.

Toute demande de versement d'un acompte ou d'un solde incomplète ne sera pas exécutée.

Si les pièces justificatives nécessaires au règlement du solde ne sont pas produites, ou si les résultats des tests sont non recevables ou ne respectent pas les conditions d'attribution, le solde de la subvention ne pourra intervenir et la subvention devra être reversée. Le Conseil départemental et le payeur départemental seront chargés chacun en ce qui le concerne du recouvrement des sommes indûment perçues.